

TABLEAU DE BORD économique DE L'ILE-DE-FRANCE

REPRISE TOUJOURS POUSSIVE POUR L'ECONOMIE FRANCILIENNE 3^e trimestre 2010

Après la dynamique positive observée au 2^e trimestre, l'activité en Ile-de-France a de nouveau marqué un temps d'arrêt au 3^e trimestre 2010. Si ce niveau d'activité a suffi à maintenir la baisse du nombre des défaillances d'entreprises, il n'a pas permis la poursuite de la réduction du taux de chômage francilien : ainsi, celui-ci, après avoir diminué de 0,4 point sur l'ensemble du 1^{er} semestre 2010, est reparti à la hausse et a atteint 8,2 % en moyenne de juillet à septembre (+ 0,1 point). Cette mauvaise orientation du marché de l'emploi empêche toujours la relance attendue de l'économie francilienne par la consommation intérieure. Malgré tout, au niveau sectoriel, le tourisme et l'immobilier ont confirmé leurs bons résultats du printemps et le redressement de l'activité industrielle, même s'il est lent, se consolide peu à peu.

CONJONCTURE FRANÇAISE

L'activité économique française n'a pas maintenu son élan de vigueur enregistré au 2^e trimestre (taux de croissance trimestriel du PIB de + 0,6 %). Ainsi, de juillet à septembre, l'activité en France a de nouveau décéléré et n'a augmenté que de 0,3 %. En effet, si la demande interne s'est légèrement renforcée, le commerce extérieur a de son côté tiré la croissance vers le bas alors qu'il avait été le principal vecteur de dynamisme au printemps. Sur les neuf premiers mois de l'année, l'acquis de croissance était donc de 1,4 % et, d'après les dernières prévisions pour le 4^e trimestre de 2010 (+ 0,6 % selon la Banque de France), le niveau de la croissance sur l'ensemble de l'année devrait par conséquent s'être situé aux alentours de + 1,5 %. Pour 2011, le PIB ne devrait pas croître plus rapidement qu'en 2010 mais le seul maintien du rythme de croissance observé l'an passé devrait malgré tout permettre de réenclencher la baisse du taux de chômage d'ici mi-2011. En effet, cette dernière (- 0,3 point sur les six premiers mois de l'année) s'est interrompue au 3^e trimestre : le taux de chômage a stagné à 9,3 %, ce qui le laisse à un niveau supérieur de 2,1 points à celui d'avant crise.

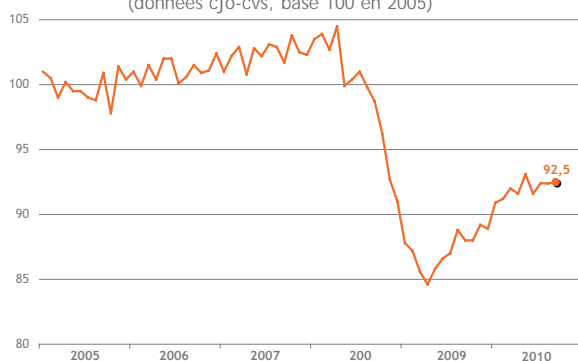
CONJONCTURE EUROPÉENNE

Après les évolutions encourageantes du 2^e trimestre 2010 dans le sillage de l'économie allemande (+ 1,0 % dans les deux zones), le PIB de la zone euro et celui de l'Union Européenne ont, comme en France, de nouveau marqué le pas au 3^e trimestre 2010. La croissance trimestrielle de l'UE27 a ainsi atteint + 0,5 % en moyenne alors que, sur fond de nouvelle crise de la dette publique et de remontée de la monnaie unique, celle de la zone euro a été limitée à un très modeste + 0,3 %. L'Allemagne a une nouvelle fois servi de baromètre de l'économie européenne puisque sa croissance a été divisée par 3 (+ 0,7 % au 3^e trimestre après + 2,3 % au 2^e). Dans le même temps, parmi les pays les plus confrontés à la problématique des déficits, la croissance de l'Irlande est repassée en positif (+ 0,5 % après - 1,0 %), celles de l'Espagne (+ 0,0 % après + 0,3 %) et du Portugal (+ 0,3 % après + 0,2 %) ont continué à enregistrer des niveaux très faibles et la Grèce est toujours en situation de récession (- 1,3 % après - 1,7 %). Parallèlement, la stabilité est toujours de mise sur le marché de l'emploi en Europe : en septembre, le taux de chômage s'est en effet maintenu à 10,0 % en zone euro et à 9,6 % dans l'UE27, et ce pour le cinquième mois consécutif.

INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE NATIONALE

Au 3^e trimestre 2010, la production de l'ensemble de l'industrie française a progressé de + 0,4 % par rapport au trimestre précédent et de + 5,1 % par rapport au 3^e trimestre 2009. Cette faible augmentation du niveau de la production industrielle française de juillet à septembre est essentiellement liée aux résultats décevants des IAA (- 0,3 % sur un trimestre et - 0,1 % sur un an). Ces évolutions confirment la croissance plus lente sur les neuf premiers mois de 2010 qu'elle ne l'avait été entre le printemps et la fin de l'année 2009. Par conséquent, en septembre, la production était encore inférieure de 11,5 % à son point haut d'avant-crise (avril 2008).

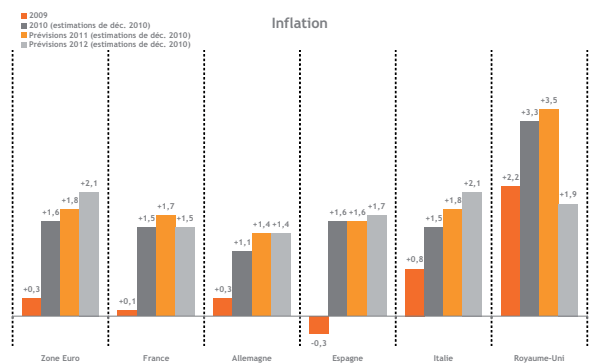
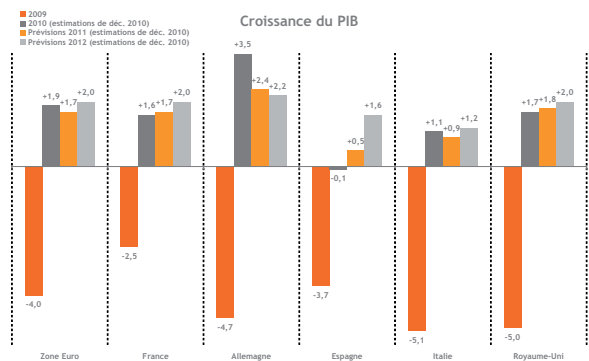
Indice de la production nationale industrielle
(données cjo-cvs, base 100 en 2005)



Source : Insee

Note : l'indice de la production industrielle est publié en base et référence 100 en 2005 depuis mars 2009, et selon la nomenclature agrégée, NA, fondée sur la NAF révision 2, la nomenclature économique de synthèse (NES) associée à la NAF révision 1 disparaissant.

LA CONJONCTURE EUROPÉENNE

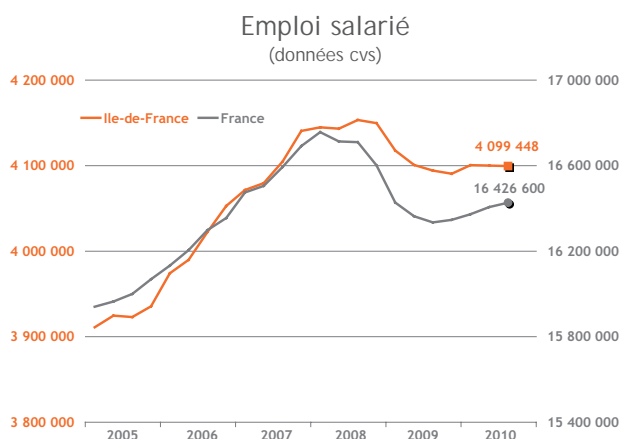


Source : COE - Rexecode

ILE-DE-FRANCE : CHIFFRES CLÉS

Indicateurs	Ile-de-France	France	Part Ile-de-France/France
Superficie (en km ²)	12 012	543 965	2,2 %
Nombre de communes	1 281	36 565	3,5 %
Population (en millions - au 1 ^{er} janv. 2008 - Insee)	11,67	63,96 (France métrop. : 62,13)	18,8 % (18,2 %)
Densité de la population au km ²	971	114	-
PIB 2009 (en milliards d'euros courants - Insee)	552,1	1 907,1 (France métrop. : 1 871,5)	28,9 % (29,5 %)
PIB/habitant 2009 (en euros)	46 984	29 574 (France métrop. : 29 897)	-
PIB/emploi 2009 (en euros)	99 676	75 948 (France métrop. : 75 251)	-
Total emplois salariés septembre 2010 (Pôle emploi services)	4 099 400	16 426 600	25,0 %
Taux de chômage 3 ^e trimestre 2010 (Insee)	8,2 %	9,7 % (France métrop. : 9,3 %)	-

EMPLOI SALARIÉ



Source : Pôle emploi / Pôle emploi services

+ 0,1 % 3^e trimestre 2010
Glissement annuel

Les évolutions du niveau de l'emploi salarié au 3^e trimestre 2010 ont confirmé que le redressement du marché du travail se fait de façon moins soutenue en Ile-de-France qu'au niveau national. Ainsi, non seulement l'inversion de tendance a démarré plus tard dans la région capitale qu'en France, mais surtout la hausse est aujourd'hui bien moins importante en Ile-de-France. L'emploi salarié plafonne en effet au niveau du seuil des 4 100 000 depuis 3 trimestres (soit une hausse de seulement 0,2 % depuis le point bas du 4^e trimestre 2009 alors que l'emploi en France a crû de 0,6 % depuis le 3^e trimestre 2009). Il faut malgré tout garder à l'esprit que l'emploi francilien a été moins affecté par la crise que l'emploi sur l'ensemble de la France : ainsi, l'emploi en Ile-de-France et en France sont inférieurs de 1,3 % et 2,0 % par rapport à leur plus haut niveau respectif. Le secteur de la construction en Ile-de-France a par ailleurs été bien orienté au 3^e trimestre (+ 0,4 % par rapport au trimestre précédent).

DEMANDE D'EMPLOI

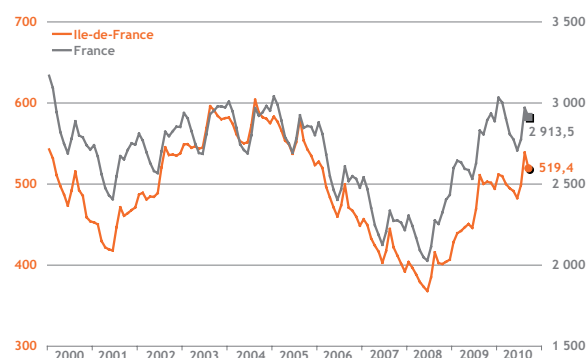
Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A en Ile-de-France est repassé au-dessus du seuil des 500 000 au cours du 3^e trimestre 2010 ; il approchait même les 539 000 au mois d'août. Ces niveaux sont malgré tout restés inférieurs aux niveaux enregistrés en 2003-2004. Par ailleurs, il est à noter que l'ampleur des hausses en glissement annuel se réduit progressivement, les augmentations observées en juillet, août et septembre ayant ainsi été de respectivement + 6,4 %, + 5,4 % et + 3,8 % sur un an. Elles sont toutefois restées proches des + 30 % par rapport à l'année 2008.

Au niveau national, les tendances sont quasiment les mêmes que celles observées au niveau francilien mais les hausses sur un an sont, depuis un an maintenant, inférieures à celles constatées au niveau francilien.

Note : Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en 5 catégories différentes ; parmi celles-ci, la catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et étant sans emploi.

+ 3,8 % septembre 2010
Glissement annuel

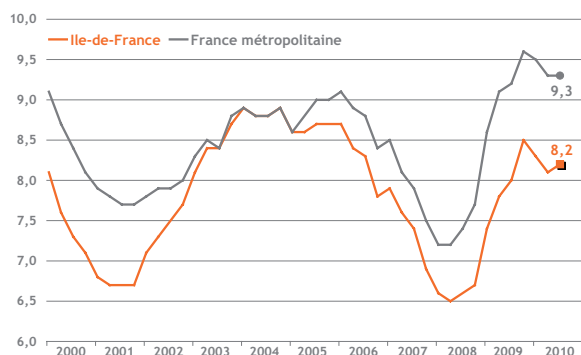
Demandes d'emploi en fin de mois
(catégorie A, données brutes)



Source : Dares

TAUX DE CHOMAGE

Taux de chômage
(données cvs en moyenne trimestrielle, en %)



Source : Insee Ile-de-France

8,2 % 3^e trimestre 2010

Après s'être réduit de 0,2 point au 1^{er} puis au 2^e trimestre 2010 pour passer de 8,5 % à 8,1 %, le taux de chômage francilien est reparti en légère hausse l'été dernier pour atteindre 8,2 % en moyenne au 3^e trimestre 2010. La baisse du taux de chômage s'est aussi interrompue au niveau national même si, contrairement à l'Ile-de-France, le taux n'a pas augmenté et s'est maintenu à 9,3 %. Par rapport au point bas du 2^e trimestre 2008, cet arrêt de la baisse du taux de chômage le maintient à + 1,7 point en Ile-de-France et à + 2,1 points sur l'ensemble de la France. Au niveau local, la remontée du taux de chômage au 3^e trimestre 2010 au niveau régional ne s'est pas traduite de la même façon dans les huit départements franciliens : si le taux est par exemple resté stable à Paris, dans les Hauts-de-Seine et en Essonne, il a au contraire augmenté de 0,2 point dans les Yvelines et dans le Val-d'Oise.

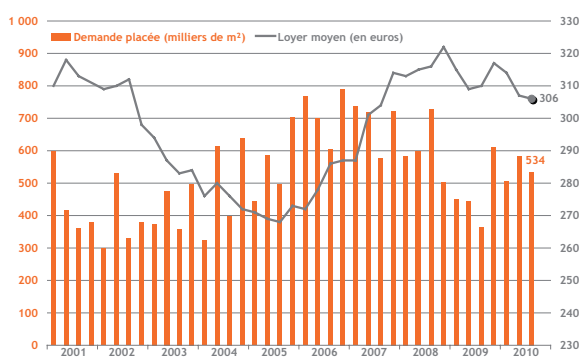
IMMOBILIER D'ENTREPRISES

533 998 m²
de bureaux
commercialisés
3^e trimestre 2010

Si l'évolution de la demande placée de bureaux en Ile-de-France semble encore hésitante, le niveau trimestriel de transactions a dépassé les 500 000 m² placés pour la quatrième fois consécutive. Ainsi, avec près de 534 000 m² enregistrés au 3^e trimestre 2010, la demande placée a été supérieure de 46,3 % à ce qu'elle était au cours du même trimestre de 2009. Ce résultat, cumulé aux 9 mois précédents a permis au volume des transactions de dépasser de 26,5 % celui de la période de creux entre le 4^e trimestre 2008 et 3^e trimestre 2009 ; Pour autant, le total des surfaces commercialisées lors des 12 derniers mois s'est aussi situé 15,3 % en deçà de la période pré-crise (i.e. 4^e trimestre 2007 - 3^e trimestre 2008).

Le loyer moyen en Ile-de-France est quant à lui resté orienté à la baisse : après avoir reculé de 3 € au 1^{er} trimestre puis de 7 € au trimestre suivant, il s'est contracté d'1 € supplémentaire pour atteindre 306 € le m².

Evolution trimestrielle de la demande placée de bureaux et du loyer moyen en Ile-de-France



Source : GIE Immostat

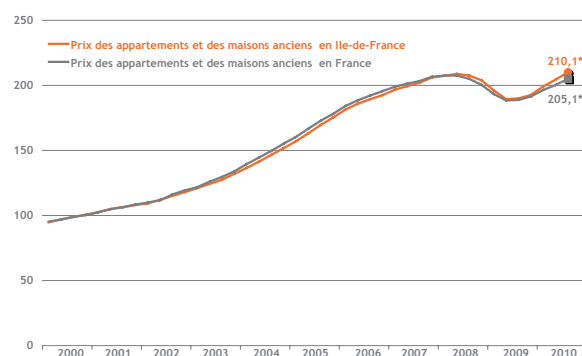
PRIX DES LOGEMENTS ANCIENS

+ 10,6 %
sur le prix
des logements anciens
3^e trimestre 2010
Glissement annuel

En Ile-de-France, alors que le niveau des prix des logements anciens au 2^e trimestre 2010 s'était rapproché du point haut du 2^e trimestre 2008 sans pour autant l'attendre, c'est désormais chose faite après la nouvelle hausse enregistrée au 3^e trimestre. Les prix des logements (appartements et maisons confondus) anciens au 3^e trimestre 2010 ont ainsi augmenté de 2,7 % par rapport au trimestre précédent et de 10,6 % sur un an, ce qui les situe donc 0,6 % au-dessus du 2^e trimestre 2008. Cette remontée des prix des logements anciens s'est également poursuivie en France au cours du 3^e trimestre mais le rythme au niveau national est légèrement moins soutenu qu'en Ile-de-France (+ 2,4 % sur un trimestre et + 8,6 % sur un an et encore - 1,2 % par rapport au 2^e trimestre 2008). Par ailleurs, en Ile-de-France, la hausse des prix est restée plus forte pour les appartements que pour les maisons (+ 12,1 % contre + 7,6 % sur un an et déjà + 3,7 % par rapport à l'ancien point haut contre - 5,2 %).

Evolution des prix des appartements et maisons anciens en Ile-de-France

(données cvs - base 100 en 2000)



* : données provisoires pour le 3^e trimestre 2010

Source : Insee

EMPLOI INTERIMAIRE

Entamée au printemps 2009 en Ile-de-France comme en France, le redémarrage du marché de l'emploi intérimaire a enregistré un coup d'arrêt au 3^e trimestre 2010.

Si, en glissement annuel, les variations sont restées très positives (+ 13,7 %, + 10,1 % et + 12,0 % respectivement en juillet, août et septembre), deux baisses d'un mois sur l'autre ont été observées en juillet et août (- 1,3 % puis - 3,3 %).

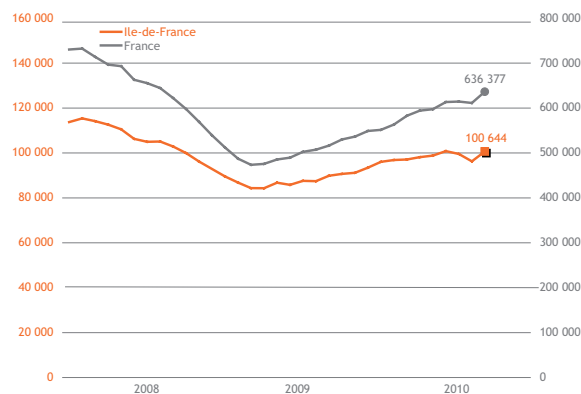
Par ailleurs, malgré le rebond observé en septembre (+ 4,5 % par rapport au mois d'août), le rythme de reprise est moins soutenu en Ile-de-France qu'en France par rapport à leur point bas respectif (+ 19,4 % contre + 34,4 %).

Note : Le nombre d'intérimaires fourni par Pôle emploi services est calculé sur la base des données en fin de mois. En raison de la forte volatilité d'un jour sur l'autre, l'indicateur est ainsi réalisé sur la moyenne du nombre des missions des cinq derniers jours ouvrés. Par ailleurs, l'emploi intérimaire est comptabilisé à partir des établissements de travail temporaire situés en Ile-de-France et non au lieu d'exécution de la mission.

+ 12,0 % septembre 2010
Glissement annuel

Evolution du nombre d'intérimaires en fin de mois

(données cvs)



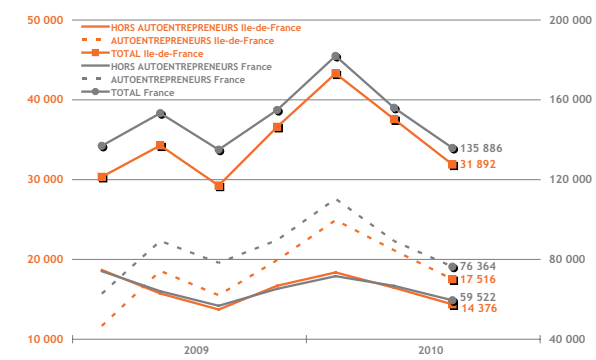
Source : Pôle emploi / Pôle emploi services

CREATIONS D'ENTREPRISES

31 892
créations
d'entreprises
3^e trimestre 2010

Au total, 31 892 nouvelles entreprises ont été créées en Ile-de-France au cours du 3^e trimestre 2010 (soit 23 % des créations d'entreprises enregistrées sur la France entière). Ce nombre important est resté principalement constitué (à 55 %) de créations dans le cadre du statut d'auto-entrepreneur mais cette part a tendance à se réduire (elle était de 58 % au 1^{er} trimestre 2010). Par ailleurs, les créations "classiques" ont confirmé au 3^e trimestre l'augmentation enregistrée en glissement annuel au trimestre précédent ; celle-ci était la première depuis le 3^e trimestre 2008 : ainsi, après + 4,6 % au 2^e trimestre 2010, la hausse a été de + 4,7 % au 3^e trimestre. Ces variations constatées au niveau régional sont par ailleurs plus favorables que celles observées sur l'ensemble de la France. En effet, si les créations "classiques" en France ont connu des augmentations proches de celles de l'Ile-de-France, le nombre d'auto-entrepreneurs a été moins bien orienté ; ainsi, après avoir tout juste stagné au 2^e trimestre, il s'est contracté de 2,4 % au 3^e trimestre 2010 par rapport au 3^e trimestre 2009.

Créations d'entreprises en Ile-de-France (données brutes)



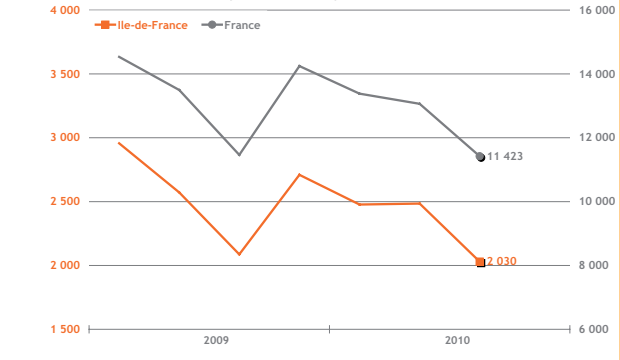
Source : Insee Ile-de-France

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

2 030
défaillances
d'entreprises
au 3^e trimestre 2010

2 030 défaillances d'entreprises ont été recensées en région Ile-de-France au 3^e trimestre 2010. Ce nombre peu élevé par rapport aux trimestres précédents s'explique essentiellement par le fait que le 3^e trimestre est généralement une période pendant laquelle les défaillances sont moins nombreuses. Toutefois, comparativement au 3^e trimestre 2009, les défaillances ont diminué (- 2,7 %). Cette légère baisse semble confirmer que les réductions sur un an du nombre de défaillances en Ile-de-France sont de plus en plus limitées : toujours en glissement annuel, la baisse en Ile-de-France avait été de 3,4 % au 2^e trimestre, de 16,2 % au 1^{er} trimestre et surtout de 25,7 % au 4^e trimestre 2009. Ce mouvement est par ailleurs également observé au niveau national. Comme au trimestre précédent, cette réduction du nombre de défaillances est observée dans tous les secteurs, y compris dans l'industrie et l'immobilier, secteurs particulièrement affectés de la crise.

Défaillances d'entreprises en Ile-de-France (données brutes, par date de publication au BODACC)



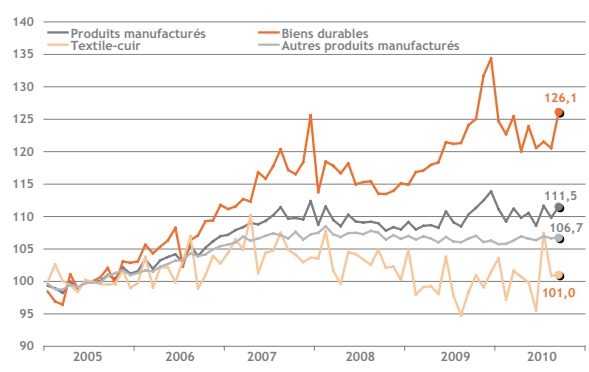
Source : Insee Ile-de-France

DÉPENSES DE CONSOMMATION DES MÉNAGES

Au 3^e trimestre 2010, les dépenses de consommation des ménages français en produits manufacturés ont augmenté de 1,2 % par rapport au trimestre précédent (elles s'étaient alors réduites de 0,8 %). Cette hausse trimestrielle de la consommation - la première depuis le début de l'année - est essentiellement due à la très bonne tenue des dépenses de consommation en textile et cuir ; ainsi, après avoir subi une baisse de 2,1 % au 2^e trimestre, le secteur a profité du début tardif des soldes d'été pour afficher un niveau de progression trimestrielle qui n'avait plus été atteint depuis le 4^e trimestre 1987. Les autres produits ont également été orientés à la hausse mais de façon plus modeste : les achats d'automobile ont notamment crû de 1,1 % alors qu'ils s'étaient assez fortement contractés au trimestre précédent (- 2,2 %) et la hausse pour les équipements du logements a été équivalente (+ 1,0 %).

+ 4,5 % Textile-cuir
3^e trimestre 2010 - Glissement annuel

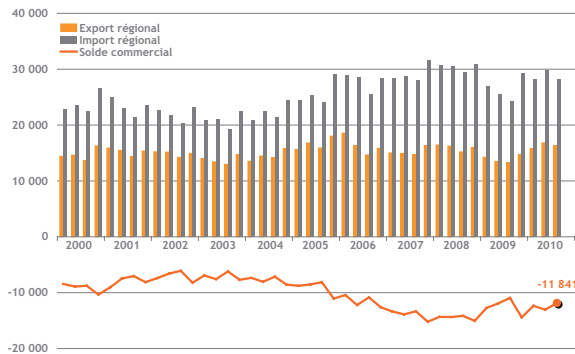
Indices du volume des ventes en France (données cvs, base 100 en 2005)



Source : Insee

COMMERCE EXTÉRIEUR EN ÎLE-DE-FRANCE

(données brutes CAF/FAB* hors matériel militaire, en millions d'euros)



Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, Ministère du Budget, des Comptes Publics, de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat
 *CAF/FAB : comptabilisation qui consiste à considérer les importations coût, assurance et frais compris jusqu'à notre frontière et les exportations, franco à bord à notre frontière.

Exportations + 23,2 %

3^e trimestre 2010 - Glissement annuel

La forte baisse de l'euro par rapport aux autres devises observée depuis le début de 2010 s'est interrompue en juin. Même si une grande partie des échanges commerciaux franciliens se font à l'intérieur de la zone euro, cette dépréciation de la monnaie unique avait permis au printemps de dynamiser les échanges de l'Île-de-France notamment pour ce qui concerne les exportations. Cependant, même si l'euro est remonté à plus de 1,36 \$ fin septembre, la région Île-de-France n'a pas été trop affectée par ce cours moins favorable. Ainsi, si les exportations en valeurs déclarées par les entreprises franciliennes se sont légèrement réduites au 3^e trimestre par rapport au trimestre précédent (- 2,8 %), elles sont restées supérieures de 23,2 % à leur niveau du 3^e trimestre 2009. Les importations ont dans le même temps diminué de 5,7 % par rapport au 2^e trimestre mais ont crû de 16,5 % sur un an.

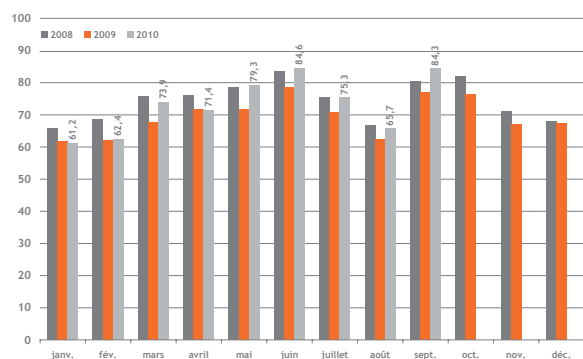
HÔTELLERIE

Malgré des mois de juillet et août moins porteurs que ceux de mai et juin, le taux d'occupation dans les hôtels franciliens a confirmé au 3^e trimestre 2010 la tendance positive observée depuis le début de l'année. Ainsi, après que le taux d'occupation des mois de mai et juin a dépassé celui des mois de mai et de juin 2009 de respectivement 7,6 et 6,2 points, ceux de juillet et août ont augmenté de 4,7 et 3,2 points. Ils sont cependant restés inférieurs aux niveaux de l'été 2008. Le mois de septembre a néanmoins permis de retrouver la dynamique du printemps, celui-ci terminant à + 7,2 points par rapport à septembre 2009 mais aussi à + 3,8 points par rapport à septembre 2008.

Il est à noter, sur l'ensemble du 3^e trimestre 2010, un nouveau fléchissement de la présence des clientèles européennes, notamment britannique.

84,5 % d'occupation dans les hôtels franciliens - septembre 2010

Taux d'occupation hôtelier (en %, données brutes)

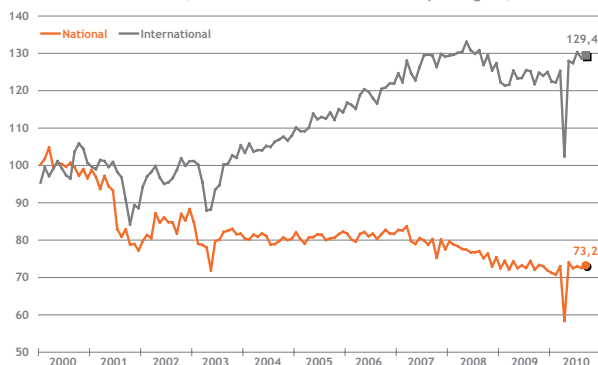


Source : Insee Île-de-France

TRAFIC AÉROPORTUAIRE

Trafic passagers

(données cvs, en millions de passagers)



Source : Aéroports de Paris

+ 5,4 % Trafic passagers septembre 2010 - Glissement annuel

Après plusieurs mois de relative stabilité puis un 2^e trimestre 2010 marqué par les perturbations liées au nuage de cendres provenant du volcan islandais Eyjafjöll, l'évolution du trafic passagers dans les Aéroports de Paris a retrouvé au cours du 3^e trimestre 2010 un rythme haussier.

Ainsi, les mois de juillet, août et septembre ont tous enregistré des augmentations par rapport aux niveaux observés un an plus tôt (respectivement + 3,2 %, + 1,7 % puis + 5,4 %).

Au niveau du trafic international, ces hausses successives se sont matérialisées - notamment en juillet - par un nombre de passagers quasiment équivalent au plus haut d'avant crise (mai 2008). Si le trafic national est moins bien orienté que les trafics moyen-courrier et long-courrier, il est au moins resté stable au cours du trimestre, malgré un mois d'août décevant.

INDUSTRIE

L'heure est à la stabilité

Après la hausse constatée en tout début d'année, notamment en février et mars, la production industrielle francilienne est désormais stable depuis plusieurs mois. Toutefois, cette stabilité de l'activité globale n'a pas pour autant été observée dans tous les secteurs au 3^e trimestre 2010 : ainsi, en septembre, des augmentations de production ont été enregistrées dans le secteur des équipements électroniques et informatiques, celles-ci ayant notamment compensé la baisse constatée dans l'agro-alimentaire.

Pour les mois à venir, les chefs d'entreprises industrielles s'attendent à ce que cette stabilité perdure, cette tendance devant être suffisante pour maintenir les effectifs à défaut de les augmenter.

BÂTIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS

L'activité se redresse

Dans le sillage d'une activité bien orientée pour le second œuvre, le secteur du bâtiment s'est inscrit en légère hausse au 3^e trimestre 2010. Globalement, les entrepreneurs estiment que le niveau des carnets de commandes est satisfaisant et les prévisions à court terme sont plutôt optimistes.

L'activité dans les travaux publics s'est elle aussi redressée. Toutefois, cette amélioration a été possible uniquement grâce à des baisses des prix. Si une stabilisation des facturations est prévue pour les prochains mois, les carnets de commande du secteur n'en restent pas moins encore insuffisants.

COMMERCE DE GROS

Nouvelle progression

Après une hausse sensible au 2^e trimestre, l'activité dans le commerce de gros a certes décéléré mais a malgré tout continué de progresser au 3^e trimestre 2010. Par ailleurs, les stocks se sont ajustés à la demande et les carnets de commandes ont retrouvé de la consistance, ce qui laisse espérer un maintien de la bonne orientation actuelle de l'activité.

Au niveau sectoriel, l'activité dans le négoce de produits industriels a conservé le dynamisme déjà affiché au trimestre précédent et le négoce de produits agro-alimentaires a profité de carnets de commandes qui se sont étoffés.

SERVICES MARCHANDS

Activité toujours bien orientée

Après un été hésitant, l'activité dans les services marchands a globalement progressé à un rythme soutenu dans la quasi-totalité des secteurs en fin de 3^e trimestre 2010. Les perspectives d'activité à brève échéance sont elles aussi favorables.

Cette bonne orientation du climat des affaires a permis un maintien des effectifs de juillet à septembre et des recrutements sont désormais attendus dans l'ingénierie informatique, l'ingénierie technique et dans le conseil en publicité dans les prochains mois.

Source

Ces résultats sont issus de l'enquête de conjoncture menée par la Direction générale Ile-de-France de la Banque de France (www.banque-france.fr/fr/statistiques/economie/economie-conjoncture/tendances_regionales/idfr.htm) auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises appartenant aux principaux secteurs de l'économie régionale.

TOURISME D'AFFAIRES

Les effets de la crise sur l'activité des foires et salons relativement bien contenus

Depuis septembre 2008, la crise économique est venue perturber le dynamisme du secteur. En effet, les dépenses en voyages d'affaires, en publicité et en communication sont parmi les premiers postes budgétaires à être sacrifiés en période de récession. Ainsi, même si le nombre de manifestations annulées du fait de la crise économique a été très limité, les entreprises ont réduit leurs dépenses ; cela s'est matérialisé à plusieurs niveaux : participation à moins de salons, diminution de la taille des stands, réduction de la durée des déplacements, plafonnement du niveau des prestations, limitation du nombre de collaborateurs dépêchés sur les manifestations, etc. Au-delà des dépenses directement liées aux salons, les dépenses indirectes ont également été réduites et les secteurs connexes aux salons ont également été affectés : cela a été le cas de l'hôtellerie, de la restauration, des transports, etc.

Toutefois, les effets de la crise sur l'activité foires et salons ont finalement été assez limités. Ainsi, en 2009 sur l'ensemble de la France, le nombre de mètres carrés nets de stands s'est réduit de 6,4 %, le nombre d'exposants a diminué de 4,5 % et celui des visites de 3,6 %. Il y a donc eu peu de faillites dans le secteur des foires et salons même si, comme dans la plupart, des secteurs des réductions d'effectifs ont eu lieu.

Si la crise économique a affecté l'activité du secteur des foires et salons de façon contenue, cela n'a pas été le cas pour ce qui concerne les investissements qui étaient prévus. Ainsi, dans la logique du fort développement du secteur

avant la crise, de nombreux projets étaient évoqués en Ile-de-France : modernisation et augmentation de la capacité d'accueil du Palais des Congrès de Paris, ouverture de centres de congrès pouvant accueillir de petits salons aux alentours de Roissy - Charles-de-Gaulle ("Airapolis") ou à Saint-Denis ("Estrel"). Si, pour certains projets, on peut considérer que la crise n'a fait que retarder les investissements, le projet "Estrel" sur la ZAC Landy-Pleyel à Saint-Denis est quant à lui définitivement abandonné. Reste à savoir également quand pourront redémarrer les investissements à l'international (duplication de salons franciliens à l'étranger, prise de participation dans des infrastructures dans les pays émergents, etc.). Si ces pratiques sont moins courantes en France et en Ile-de-France qu'outre-Rhin par exemple, la sortie de crise pourrait être l'occasion pour les opérateurs franciliens de combler le retard pris sur ce créneau par rapport à leurs homologues allemands.

Pour en savoir plus :

"Les salons à l'heure de nouveaux défis et de la reprise économique",
Enjeux Ile-de-France du Crocis n°132 de novembre 2010
en partenariat avec le Département Congrès,
Salons et Tourisme de la CCIP,
étude téléchargeable sur www.crocis.ccip.fr

"Le tourisme, une filière stratégique pour l'économie francilienne",
rapport de la CCIP de novembre 2010,
téléchargeable sur www.etudes.ccip.fr

Publication rédigée par Mickaël LE PRIOL

Pour en savoir plus :

Le Crocis publie également une note semestrielle de synthèse sur la situation de l'emploi et de la conjoncture économique en Ile-de-France ainsi que des tableaux de bord de la conjoncture des départements franciliens. Ces documents sont tous téléchargeables sur notre site www.crocis.ccip.fr dans la rubrique "Conjoncture".

Le Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris analyse les grandes mutations économiques de l'Ile-de-France et de ses territoires. Il rassemble et traite les principales données structurelles et conjoncturelles permettant d'identifier et d'analyser les évolutions économiques de l'Ile-de-France

Crocis de la CCIP - 27 avenue de Friedland - 75382 PARIS cedex 08
tél. : +33 (0) 1 55 65 82 00 - fax : +33 (0) 1 55 65 82 62 - e-mail : crocis@ccip.fr
Retrouvez toutes nos publications sur www.crocis.ccip.fr

- Secrétaire général : Isabelle SAVELLI-THIAULT
- Industrie - Démographie d'entreprise : Yves BURFIN
- Commerce - Enquêtes - Développement durable : Julien TUILLIER
- Conjoncture - Benchmark européen : Mickaël LE PRIOL
- Services : Bénédicte GUALBERT
- Veille économique : Marielle GUERARD, Catherine PICO
- PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX
- Administration - Secrétariat : Vanessa BUSSCHOTS

Directeur de la publication : Pierre TROUILLET
Directeur de la rédaction : Jean-Louis SCARINGELLA
Maquette et mise en page : Nathalie PAGNOUX
Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source
Dépot légal : janvier 2011 - ISSN : 1240-7992

CROCIS
CENTRE RÉGIONAL D'OBSERVATION DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES SERVICES
www.crocis.ccip.fr